

Un sauvetage grec au prix fort

Le sommet de la zone euro durera jusqu'à ce que les discussions aboutissent sur la Grèce", s'était risqué à dire, dimanche matin, Donald Tusk. Vingt-quatre heures plus tard, le président du Conseil européen gagnait son pari. Quelques minutes avant l'ouverture des marchés boursiers en Europe, lundi, Charles Michel brûlait la politesse au Polonais pour annoncer *urbi et orbi* qu'il y avait un accord. "Nous avons un *agreement*", confirmait ensuite, sur un mode ludique, Donald Tusk.

De toute évidence, l'accord résonne à la fois comme un gros soulagement (le "Grexit" n'est plus d'actualité, s'est réjoui Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne) et un énorme pari (le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, va devoir faire avaler la pilule à son Parlement et à la population grecque). M. Tsipras, qui a été littéralement travaillé au corps par le couple Merkel-Hollande, a été contraint de faire de grosses concessions à ses créanciers. De ce point de vue, le "non" massif obtenu lors du référendum du 5 juillet lui aura joué un très mauvais tour. "Nous avons obtenu que la renégociation de la dette soit sur la table. Le Grexit appartient au passé. Nous avons lutté dur pour obtenir la meilleure solution possible", a malgré tout commenté M. Tsipras à l'issue de dix-sept heures de négociations. C'est de bonne guerre, même si ce n'est là qu'une partie de la dure réalité.

L'accord conclu lundi matin prévoit non seulement un calendrier très strict (le gouvernement Tsipras va devoir légiférer "sans délai"), mais aussi le respect de conditions draconiennes avant que la Grèce ne puisse éventuellement obtenir un troisième plan d'aide. Ainsi, comme nous le détaillons (lire en page 4), les Grecs s'engagent à adopter d'ici demain soir un texte de loi contenant certaines "actions prioritaires" dictées par les créanciers (dont le FMI qui, contrairement aux demandes du gouvernement grec, reste pleinement dans la partie). Et ce n'est là qu'une échéance parmi d'autres.

Trouver 12 milliards en urgence

Nombreux sont ceux qui, dès hier, parlaient de véritable mise sous tutelle du gouvernement Tsipras et évoquaient le risque, à terme, de voir sa majorité implorer. Signe de ce mécontentement, le syndicat grec des fonctionnaires a appelé à une grève de 24 heures mercredi, jour du vote à la Vouli (Parlement) de l'accord. Il s'agit de la première grève depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza en janvier dernier.

Les opposants à Alexis Tsipras, dont des membres de Syriza, lui reprochent notamment de n'avoir obtenu, de la part des créanciers, qu'un engagement très vague sur la dette (laquelle, pour rappel, représente près de 180 % du PIB grec). Conformément aux vœux de Berlin, toute décote partielle de la dette est explicitement exclue. La porte, en fait, a été très timidement entrouverte à un ré-échelonnement. Quand ? Lorsqu'Athènes aura mis en œuvre l'intégralité des mesures imposées par ses créanciers dans le cadre de l'élaboration du nouveau plan d'aide (dont l'enveloppe globale sera comprise entre 82 et 86 milliards d'euros, à débloquer sur trois ans, jusqu'en 2018).

Dans l'immédiat, la Grèce va avoir besoin d'une aide d'urgence. Dès hier après-midi, les ministres des Finances de la zone euro se sont d'ailleurs retrouvés dans le cadre de l'Eurogroupe pour discuter des modalités d'un prêt-relais. Ce prêt d'au moins 12 milliards d'euros est indispensable pour faire face aux échéances de l'été (dont un prêt de 3,5 milliards à rembourser à la BCE pour le 20 juillet). "Nous n'avons pas encore trouvé la clé", a commenté Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe (dont le mandat a été renouvelé pour une durée de deux ans et demi).

La course contre la montre reste de mise.

Pierre-François Lovens